développement d'une civilisation industrielle et l'élévation du niveau culturel de la société, vont de pair avec l'élévation du besoin de consommation considéré comme indispensable par cette société. Si, dans ces conditions, on repousse la consommation en dessous du niveau indispensable, on crée, par ce fait, le danger d'une catastrophe économique, sociale et politique pour le système. Il est donc impossible de repousser la consommation en dessous de ce niveau, et, par conséquent, également impossible d'élever le taux d'accumulation de manière à permettre l'exploitation totale du potentiel industriel accru.

Ainsi, c'est le bas niveau de la consommation sociale qui limite, en fin de compte, la production elle-même : le système bureaucratique n'échappe pas à cette loi. La cause de cette limitation ne réside pas dans des difficultés de réalisation de la valeur produite sur le marché, mais dans la limitation directe de la reproduction élargie. Le maintien de la production comme but de production après l'achèvement de la construction des bases de l'industrie — c'est-à-dire dans les conditions de « saturation par l'industrie » — **est à l'origine d'une contradiction entre le potentiel industriel déjà développé et le bas niveau de la consommation.** Cette contradiction est la cause d'une exploitation incomplète du potentiel industriel, du gaspillage du surplus économique, et elle freine l'essor de l'économie. Elle est donc la source d'une crise.

En prenant la chose sous son aspect le plus général possible, on peut affirmer que la crise se manifeste par le ralentissement de l'expansion économique, et ce, malgré l'augmentation des dépenses consacrées à l'accroissement de la production. Au cours des années 1950-1955, le revenu national s'est accru de 74 %, soit environ 10 % en moyenne par an. Au cours des années 1956-1960, le revenu national s'est accru de 38 %, donc de 6,6 % en moyenne par an ; mais il ne faut pas oublier la baisse du taux d'accumulation par rapport à la période précédente, au cours des années 1956-1959. Par contre, au cours du quinquennat 1959-1963, le revenu national s'est accru — en comparaison avec l'année 1958 — d'à peine 30 %, soit 5,2 % en moyenne par an, tandis que l'accroissement des investissements était de 53,4 % (ou de 8,9 % en moyenne par an), dont 60 % dans l'industrie, soit plus de 10 % en moyenne par an. Au cours des années 1960-1963, la participation de l'accumulation au revenu national a été supérieure, non seulement à celle de 1956-1959, mais aussi à celle de 1950-1955 ; par contre, le taux de croissance du revenu national était inférieur de près de 50 % à celui du sextennat, et d'environ 40 % à celui prévu par le plan (d'après le plan, la croissance moyenne du revenu national aurait dû être de 8 % par an). Ceci signifie que, tout en augmentant les dépenses, on obtient un accroissement du revenu national de plus en plus faible. On assiste aux mêmes phénomènes d'augmentation des dépenses parallèlement à une baisse dans le rythme de développement des autres pays où règne la dictature de la bureaucratie, et où l'industrie a une part aussi importante dans la formation du revenu national (Tchécoslovaquie, R.D.A., et probablement aussi l'U.R.S.S.), ce qui a été souligné dernièrement dans un article d'une très grande portée de l'économiste Josef Goldmann.

Au cours des années 1960-1962, la proportion des dépenses matérielles dans le produit global s'est accrue de 59,7 % à 61,9 %